



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 08/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN**

Allée des Fougères  
33380 Facture

Références : 25-0877  
Code AIOT : 0005200420

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN implanté Usine de Facture Allée des Fougères 33380 Biganos. L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection sur le domaine des rejets eau et air de la société SMURFIT WESTROCK, réalisée le 12 novembre 2025, s'intègre dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection de la DREAL . Elle a également permis d'aborder le projet de porter à connaissance relatif à la mise en place d'un parc de tours adiabatiques sur une partie du stockage historique de carbonate de calcium. La gestion de ce stockage a donc été également examinée au cours de cette inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN
- Usine de Facture Allée des Fougères 33380 Biganos
- Code AIOT : 0005200420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SMURFIT WESTROCK Cellulose du Pin exploite sur la commune de Biganos une usine de fabrication de carton et de papier.

Le site est soumis à autorisation environnementale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et est visé par la directive européenne sur les émissions industrielles (IED).

L'installation est actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2024 et ses arrêtés complémentaires.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 4.4.3.4	Demande d'action corrective	12 mois
5	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 4.4.3.4	Demande d'action corrective	2 mois
6	Exploitation de la station d'épuration du site	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 2.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	
16	Stockage de carbonates de calcium	Arrêté Préfectoral du 24/07/2018, article 2.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.3.2	Sans objet
2	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 4.4.3.4	Sans objet
3	Auto-surveillance des rejets aqueux - Mesure comparative	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.1.2	Sans objet
7	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.2.2.1	Sans objet
9	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.2.2.1	Sans objet
10	Auto-surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 3.2.3.1	Sans objet
11	Auto-surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 3.2.3.1	Sans objet
12	Auto-surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 3.2.3.1	Sans objet
13	Auto-surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 6.8	Sans objet
14	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bilan des niveaux d'émissions admissibles au titre des Meilleurs techniques disponibles (NEA-

MTD) pour 2024 est conforme.

L'autosurveillance est assurée par l'exploitant. Celle-ci fait apparaître quelques dépassements qui font l'objet de suivis par l'exploitant. Des améliorations sont notamment attendues dans la gestion du fonctionnement de la nouvelle station d'épuration en particulier vis-à-vis des dépassements de la valeur limite d'émission de l'indice phénol.

Il est enfin attendu de l'exploitant un porter à connaissance pour mettre à jour la situation vis-à-vis de la gestion du stockage historique de carbonate de calcium et des purges du four à chaux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats de l'auto surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant transmet les résultats dans le mois qui suit la réalisation des analyses à l'inspection des installations classées. Cette transmission est réalisée par voie informatique sur le site dédié du ministère en charge de l'environnement. Lors de ces transmissions, l'exploitant analyse les résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts) et des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1. Il justifie des éventuelles actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.
<b>Constats :</b>  L'application GIDAF est renseignée chaque mois. L'analyse concernant cette inspection porte sur la période de novembre 2024 à septembre 2025. Les dépassements sont commentés avec des mesures correctives proposées. Une information réactive est également réalisée par l'exploitant lorsque des dépassements supérieurs à deux fois la valeur limite d'émission sont détectés. Les résultats des émissions atmosphériques ont été transmis le 25/09/2025 pour le rapport du contrôle relatif aux émissions atmosphériques du four à chaux, les 2 conduits de la chaudière de régénération et l'installation thermique dédiée au stripping des condensats. Les contrôles ont été réalisés les 20/05/2025, 21/05/2025, 22/05/2025 et 26/06/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Auto-surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 4.4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect de la fréquence de mesure dans les rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les fréquences de mesure à respecter sont: - journalières pour MES, DCO, Azote, phosphore ; - bi-hebdomadaire DBO5 ; - mensuelles pour AOX, Indice phénols, mercure, zinc, cadmium, nonylphénols, DEHP ; - trimestrielles pour HCT, chrome, cuivre, nickel, plomb, chloroforme, pentachlorophénols.

<b>Constats :</b>  Les fréquences de mesure sont respectées sur la période contrôlée (de novembre 2024 à septembre 2025).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Auto-surveillance des rejets aqueux - Mesure comparative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures comparatives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure comparative est à réaliser annuellement.
<b>Constats :</b>  Cette mesure a été réalisée le 30 septembre 2025. Le rapport a été transmis préalablement à l'inspection.  Les résultats sont saisis dans l'outil GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Auto-surveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 4.4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect de valeurs limites d'émission (VLE)
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le collecteur du SIBA, les valeurs limites en concentrations définies ci-dessous :  Cf. tableau de l'article 4.4.3.4 de l'arrêté du 10 novembre 2024. Ces valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Pour les paramètres en auto-surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour) 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.
<b>Constats :</b>  Les dépassements en valeurs limites d'émissions (VLE) suivants sont enregistrés dans l'autosurveillance : <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour la température : plusieurs dépassements avec des mesures supérieures aux 38° maximum autorisés sont enregistrées de juin à août. L'exploitant précise que le projet de mise en œuvre de la nouvelle évaporation et des tours adiabatiques devrait permettre de rendre le rejet conforme. A noter que le rejet n'est pas un rejet direct au milieu mais dans le collecteur du SIBA.</li> </ul>

- pour les MES : des dépassements journaliers ont été enregistrés en décembre 2024 (2), en janvier 2025 (2), et en février 2025 (2) pouvant atteindre jusqu'à 278 mg/l pour une VLE à 130 mg/l. Les valeurs limites en moyenne mensuelle sont respectées. Ces dépassements sont justifiés par une mauvaise extraction des boues de la STEP (en décembre et janvier) et le redémarrage de l'usine et de la STEP après arrêt usine. Il n'y a pas eu de dépassement en MES depuis la mise en fonctionnement de la nouvelle station d'épuration en février 2025.
- pour l'indice phénol, des dépassements journaliers ont été enregistrés en février 2025 (1), en avril 2025 (5), en mai 2025 (1) en juillet 205 (12), en août 2025 (2) et en septembre 2025 (4) - Cf. fiche de constat suivante - .

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit respecter les valeurs limites de rejet lors de l'ensemble des étapes de fonctionnement de la station d'épuration (démarrage, mise à l'arrêt et en fonctionnement...) -cf. fiche de constat n° 6 - notamment concernant les valeurs en MES (supérieures au double de la VLE). Une vigilance est à assurer au prochain redémarrage de la station.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 5 : Auto-surveillance des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 4.4.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect de valeurs limites d'émission (VLE)

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le collecteur du SIBA, les valeurs limites en concentration d'indice phénol de 0,3 mg/l en concentration moyenne journalière.

**Constats :**

Les inspecteurs ont constaté que depuis la mise en fonctionnement de la nouvelle station d'épuration, en février 2025, des dépassements réguliers sont enregistrés en indice phénols pouvant atteindre jusqu'à 1,4 mg/l pour une VLE à 0,3 mg/l. Ces dépassements, supérieurs à 2 x VLE pour certains et représentant en juillet 35% de la série de mesures constituent une non-conformité réglementaire pouvant conduire à des suites administratives.

L'exploitant a présenté, au cours de l'inspection, un plan d'actions concernant la conduite de la nouvelle station d'épuration et la recherche à la source des rejets contribuant principalement à l'augmentation de cette concentration en composé phénolique. Ce plan d'action est engagé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en place le plan d'actions présenté au cours de l'inspection concernant la conduite de la nouvelle station d'épuration. Il transmet l'avancée des actions sous deux mois et s'assure de l'efficacité des actions qu'il a déployées afin que la concentration en composé phénolique dans les rejets soit conforme à la réglementation en vigueur.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Exploitation de la station d'épuration du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Les inspecteurs ont constaté que les consignes d'exploitation de la station d'épuration n'ont pas été modifiées depuis la mise en fonctionnement de la nouvelle station d'épuration. L'exploitant est en cours de rédaction d'un manuel utilisateur pour les personnes en charge de l'exploitation de cette station. Ce manuel a été présenté au cours de l'inspection à l'état de projet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant met en œuvre sous deux mois des consignes d'exploitation de la nouvelle station d'épuration.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Auto-surveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance annuelle sur la Leyre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une analyse annuelle sur la Leyre, en amont et en aval du site, est réalisé au minimum sur les paramètres métaux (cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure et arsenic) AOX, hydrocarbures totaux, COT, fluor et cyanure libre
<b>Constats :</b>  Le contrôle a été réalisé en mai et est intégré dans l'application GIDAF. Ce contrôle a bien été réalisé sur l'ensemble des paramètres requis réglementairement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : Auto-surveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance du débit du Lacanau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure mensuelle du débit du Lacanau en aval du pompage de l'exploitant est réalisée. Cette mesure est hebdomadaire en période d'étiage
<b>Constats :</b>  Les inspecteurs ont consulté le résultat du contrôle du débit du Lacanau. Cette mesure est réalisée de manière mensuelle et à maille de trois à quatre fois par mois en période d'étiage en fonction de la hauteur d'eau du Lacanau.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant met en place une organisation pour s'assurer que la mesure du débit du Lacanau est bien réalisée de manière hebdomadaire en période d'étiage ou il propose des critères, avec une justification satisfaisante, pour définir les conditions dans lesquels cette mesure hebdomadaire peut ne pas être réalisée durant cette période. Ces consignes seront transmises à l'inspection sous deux mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 : Auto-surveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'Eygat
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une analyse annuelle sur l'Eygat est réalisée au minimum sur les paramètres MES, DCO, COT, DBO5, sodium, sulfates, ammonium, azote global, phosphore total, cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure, arsenic, AOX, indice phénol, fluor, cyanure libre et hydrocarbure totaux.
<b>Constats :</b>  Le contrôle a été réalisé en mai 2025. Ce contrôle a bien été réalisé sur l'ensemble des paramètres requis réglementairement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 3.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect de la fréquence de mesure des émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les fréquences de mesure doivent respecter les exigences de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté du 10/11/2024.
<b>Constats :</b>  Les fréquences de mesure sont respectées au regard des rapports de contrôle consultés par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 3.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission de la chaudière à Liqueur noire
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats de mesures transmis doivent être inférieurs aux valeurs limites d'émission prévues dans le tableau de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté du 10/11/2024. A noter que les mesures de STR sont restées nulles depuis 2019. La fréquence actuellement trimestrielle est donc passée à annuelle en 2021.
<b>Constats :</b>  Pour mémoire, il y a 2 cheminées à contrôler pour la chaudière de régénération dite à liqueur noire ou encore n° 10. Les analyses ont été réalisées en mai 2025. Les résultats de la mesure annuelle transmise sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 3.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission du four à chaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats de mesures transmis doivent être inférieurs aux valeurs limites d'émission prévues dans le tableau de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté du 10/11/2024..
<b>Constats :</b>  Pour mémoire, il y a 1 conduit à contrôler annuellement pour le four à chaux. Les analyses ont été réalisées en juin 2025. Les résultats de la mesure annuelle transmise sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 6.8
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission stripping des condensats
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats de mesures sont inférieurs aux valeurs limites suivantes : SO2 : 120 mg/Nm3 STR : 5 mg/Nm3 Nox : 400 mg/Nm3
<b>Constats :</b>  Les analyses réalisées en mai 2025 et transmises à l'inspection sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines – Stockage carbonate
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant maintient le réseau piézométrique permettant de suivre l'impact du stockage de carbonates de calcium sur les eaux souterraines [...] Des analyses sont effectuées sur les prélèvements dans les conditions énoncées ci-après :
<b>Constats :</b>  Les mesures ont été réalisées en février 2025 et en juillet 2025. Les résultats consultés ne font pas apparaître d'évolution notable des impacts.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place et maintien un réseau de surveillance des eaux souterraines constitué a minima des piézomètres repérés en annexe. Des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements sont réalisés semestriellement, conformément au tableau ci-dessous.
<b>Constats :</b>  Les inspecteurs ont consulté les résultats du contrôle réalisé en juillet 2025. Concernant les piézomètres PZ5, PZ15, PZ30, PZ4, PZ10, PZ16, PZ25, PZ27, il est constaté l'absence de relevé en métaux totaux, conformément à l'arrêté du 10 novembre 2024. En revanche il y a la réalisation de relevé en sodium (Na) non demandé dans l'arrêté du 10 novembre 2024. Suite aux échanges avec l'exploitant, les inspecteurs ont constaté une incohérence entre l'arrêté du 10 novembre 2024 et l'arrêté abrogé du 18 novembre 2019. Un correctif sera apporté dans le prochain arrêté

préfectoral complémentaire prévu pour la mise en œuvre du projet évaporation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Dans l'attente du prochain arrêté préfectoral complémentaire, l'exploitant s'appuie sur les paramètres retenus dans l'arrêté du 18 novembre 2019 pour les prochaines analyses d'eaux souterraines.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

**N° 16 : Stockage de carbonates de calcium**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2018, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, stockage de carbonates de calcium
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant évacue son stockage de carbonate de calcium d'ici le 31/12/2025, selon le calendrier suivant : Zone n° 1 (zone Sud du stock) : résorption avec mise en place d'une couverture étanche et végétalisation - fin 2019, Zone n° 2 ( zone intermédiaire du stock) : résorption avec mise en place d'une couverture étanche et végétalisation - fin 2020, Zone n° 3 (Zone Nord du stock) : résorption avec mise en place d'une plateforme d'entreposage dédiée étanche - fin 2022.  Ensuite, l'exploitant est autorisé à faire transiter sur cette plateforme des carbonates de calcium générés sur le site. La durée de transit des déchets sur cette plateforme est au maximum deux ans. Ces déchets sont destinés à la valorisation. La quantité maximale autorisée sur cette plateforme est de 15 000 tonnes.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un plan topographique réalisé une fois par an, permettant d'évaluer la quantité de carbonates de calcium présente sur la plateforme.
<b>Constats :</b>  Le porter à connaissance relatif aux projets d'évaporation de liqueur noire et des tours adiabatiques a été évoqué au cours de l'inspection. Ce projet est en cours de déploiement sur le site. Les tours adiabatiques sont implantées au niveau du stockage historique de carbonate de calcium (zone n° 3). Il est indiqué dans le projet que sur ce secteur une couche résiduelle d'environ 2m de carbonate au droit de la plateforme sera laissée et que les merlons périphériques seront constitués des stocks de carbonates retalutés et végétalisés. Les inspecteurs ont constaté que la plateforme dédiée au transit du carbonate de calcium étanche définit dans l'arrêté 24 juillet 2018 n'est pas encore présente sur le site. La quantité maximale autorisée sur la plateforme n'a pas été contrôlée (hors périmètre de l'inspection du jour). Plusieurs échanges ont eu lieu entre le service d'inspection des installations classées et l'établissement sur la gestion du stockage historique, vis-à-vis notamment de l'échéance de

résorption. Ces échanges n'ont pas fait l'objet d'une instruction sur la base d'un dossier de porter à connaissance et d'un acte formel.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est rappelé à l'exploitant que les flux de carbonates de calcium générés sont uniquement autorisés à transiter et que la quantité maximale autorisée est de 15 000 tonnes.**

**Il met en place un suivi justifiant de la durée de transit des carbonates nouvellement apportés sur zone.**

**L'exploitant transmet un "porter à connaissance" afin de clarifier la situation administrative du stockage de carbonate de calcium.**

Ce porter à connaissance reprendra notamment les éléments suivants :

- la provenance des éléments constituant ce stockage de carbonate de calcium historique et alimenté;
- une description / analyse de la provenance des constituants des purges du four à chaux et de son électrofiltre ;
- une analyse des constituants du stockage de carbonate de calcium historique ;
- une description et justification de l'ensemble des voies de valorisation (stock historique) ;
- l'emplacement et l'échéancier de réalisation de la plateforme étanche de transit des purges du four à chaux et son électrofiltre ;
- une description de la filière de reprise des purges actuel du four à chaux ;
- une présentation précise de la manière dont est réhabilitée la zone de stockage historique du carbonate avec la hauteur et la quantité de carbonate de calcium toujours présente sur la zone ;
- l'analyse d'impact du stockage au regard de l'ensemble des données de surveillance collectées ;
  
- le suivi environnemental de la zone dans le temps ;
- le cas échéant, le suivi environnemental prévu des zones où a été utilisé le carbonate de calcium.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande d'action corrective**

**Proposition de délais : 3 mois**